



ACTUALITES EN BREF DU LUNDI

- FAO : Escalade de la faim en Afrique de l'Est
- Crise : Les mesures prises par le G20 auraient permis de sauver jusqu'à 11 millions d'emplois
- Gisele Bündchen, mannequin, nommée ambassadrice du PNUE
- Une semaine centrée sur les changements climatiques

FAO : Escalade de la faim en Afrique de l'Est



La sécheresse décime le bétail dans la région Somali en Ethiopie.

21 septembre - De sombres perspectives de récolte 2009 dans la Corne de l'Afrique du fait de précipitations en dessous de la moyenne, de conflits et de déplacements de populations constituent autant de facteurs d'aggravation de l'insécurité alimentaire dans cette région, indique lundi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Près de 20 millions de personnes dépendent actuellement de l'aide alimentaire et ce nombre pourrait s'accroître, car la faim menace notamment les agriculteurs des terres marginales, les éleveurs de bétail et les citoyens ayant de faibles revenus, selon un [communiqué](#).

Les effets du phénomène météorologique El Niño, qui provoquent habituellement des pluies torrentielles vers la fin de l'année, pourraient aggraver la situation: inondations et torrents de boue pourraient dévaster les cultures sur pied et dans les granges aggravant ainsi les pertes de bétail et les dégâts aux habitations et aux infrastructures.

En Afrique de l'Est, les prix du maïs, principale culture vivrière, accusent une tendance à la baisse depuis le début de l'année, mais ils restent supérieurs à leurs niveaux d'il y a deux ans.

A titre d'exemple, en Ouganda et au Kenya, les prix du maïs en juin 2009 étaient près du double par rapport à leur niveau de juin 2007.

A Khartoum, au Soudan, les prix du sorgho en juin 2009 avaient plus que doublé par rapport à juin 2007. De même, à Mogadiscio, en Somalie, les prix, bien qu'ayant baissé depuis la mi-2008, restent supérieurs à leur niveau d'il y a deux ans.

On s'attend à une détérioration de la sécurité alimentaire générale en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages. Du côté des éleveurs, le manque de pâturages a aggravé les conditions du bétail et réduit les perspectives du marché. Cela a affecté leurs revenus et leur accès aux cultures vivrières.

Les taux de reproduction du bétail ont souffert du faible niveau des précipitations depuis 2007, ce qui a entravé la réhabilitation de la filière et aggravé l'insécurité alimentaire à plus long terme.

En Ouganda, les premières récoltes de la campagne 2009, qui se sont achevées début août, sont nettement inférieures à la moyenne saisonnière et ce, pour la quatrième fois successive.



Dans la région d'Acholi (nord de l'Ouganda), la production de céréales et de légumineuses de première saison est inférieure de moitié par rapport à la moyenne. Cela limite la capacité des ménages à reconstituer les stocks alimentaires et à améliorer leur sécurité alimentaire déjà affaiblie par plusieurs années de migrations du fait des troubles civils.

Toujours en Ouganda, plus d'un demi million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et ce nombre devrait augmenter car la période de soudure prendra fin à la mi-novembre.

Au Kenya, l'accès aux denrées alimentaires a été entravé par plusieurs facteurs, à savoir la faible performance en 2009 des cultures de maïs de type "long rains", l'épuisement des stocks céréaliers nationaux, les freins à l'exportation imposés par les pays voisins et la fermeté persistante des prix des céréales.

La récolte de maïs, qui représente 80% de la production annuelle totale, est estimée à 1,84 million de tonnes, soit environ 28% de moins que la normale.

Les migrations forcées de populations à la recherche d'un point d'eau et de pâturages ont aggravé les conditions du bétail, multiplié les foyers de maladies et exacerbé les conflits entre éleveurs sur l'utilisation des ressources.

En Ethiopie, la production de la deuxième récolte de saison "belg" est également estimée à des niveaux inférieurs à la moyenne. La faiblesse des pluies a entraîné des pertes de bétail qui ont atteint parfois des pics de l'ordre de 75% dans les zones les plus durement touchées.

Du fait de la médiocrité de la récolte de la saison "belg", le nombre de personnes qui ont besoin d'aide d'urgence va s'accroître de 1,3 million, ce qui portera à 6,2 millions de personnes le nombre de ces malheureux, selon la FAO. Les perspectives de récolte de la saison "Kremti" sont également médiocres en Erythrée.

Selon l'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition de la FAO, la Somalie fait face à la pire crise humanitaire qu'elle ait jamais connue depuis 18 ans, car près de la moitié de la population - soit 3,6 millions de personnes - a besoin d'une aide d'urgence.

Ce chiffre comprend 1,4 million de ruraux affectés par une grave sécheresse, quelque 655 000 citadins pauvres confrontés à la hausse des prix des produits alimentaires et non alimentaires et 1,3 million de personnes déplacées du fait de l'escalade des combats et des conflits.

Crise : Les mesures prises par le G20 auraient permis de sauver jusqu'à 11 millions d'emplois



21 septembre - Les mesures en faveur de l'emploi et de la protection sociale prises par les gouvernements du G20 depuis le déclenchement de la crise économique auront permis de créer ou sauver entre 7 et 11 millions d'emplois dans les pays du G20 cette année, selon le Bureau international du Travail (BIT).

Le BIT prévoit aussi que la détérioration durable du marché du travail dans le monde en 2009 va provoquer une hausse du chômage mondial, estimée entre 39 et 61 millions de personnes par rapport à 2007, qui pourrait se traduire par un chiffre record de 219 à 241 millions de chômeurs dans le monde, selon un [rapport](#) préparé pour le Sommet du G20 les 24 et 25 septembre prochains, à Pittsburgh (Etats-Unis).

«Aujourd'hui, conséquence de la crise, le chômage demeure massif. Si les mesures spécifiques qui ont été prises devaient être diminuées ou supprimées trop tôt, la crise de l'emploi pourrait encore s'aggraver. A l'échelle mondiale, les populations, et en particulier les plus vulnérables et les plus démunis, ne pourront pas considérer que la crise se résorbe tant qu'elles n'auront pas obtenu un emploi décent et un socle minimum de protection sociale», a déclaré le directeur général du BIT, Juan Somavia, qui va participer au Sommet de Pittsburgh.

Le rapport indique que le «Pacte mondial pour l'emploi» approuvé en juin 2009 par les membres tripartites de l'OIT (gouvernements, employeurs et travailleurs de 183 pays) propose une série de mesures reconnues internationalement pour répondre à ces objectifs.

Le rapport intitulé «Protéger les personnes, promouvoir l'emploi: Etude des mesures pour l'emploi et la protection sociale prises par les pays en réponse à la crise économique mondiale» estime que les emplois préservés ou créés grâce aux mesures prises par les pays du G20 équivalent à une fourchette de 29 à 43% du total de la hausse du chômage dans la première moitié de 2009, ce qui signifie que sans ces mesures le chômage aurait augmenté d'autant dans ces pays.

L'étude du BIT relève que les six mesures les plus fréquemment prises par les pays concernaient des dépenses supplémentaires dans les infrastructures, des subventions et des réductions d'impôt pour les petites entreprises, des prêts aux PME, des programmes et des équipements de formation, des consultations avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, et la protection sociale à travers des revenus de transfert. Ces mesures correspondent exactement aux options politiques définies par le Pacte mondial pour l'emploi.

Le rapport souligne également le manque d'attention porté à des mesures additionnelles pour lutter contre le trafic de main-d'œuvre et le travail des enfants, pour favoriser l'accès des petites entreprises aux appels d'offres des marchés publics, pour promouvoir les consultations par secteurs d'activité, pour accroître les capacités d'inspection du travail et pour protéger les travailleurs migrants.

Alors que les premières réponses à la crise avaient pour but d'éviter un déclin précipité de l'emploi et d'atténuer son impact sur les plus fragiles, le rapport du BIT montre que les pays ont progressivement cherché à préparer la reprise en investissant dans de nouvelles infrastructures et en préparant la main-d'œuvre à des changements structurels tels que ceux qu'exige la conversion à de plus faibles émissions de carbone.

Le rapport du BIT souligne que les pays à bas revenus auraient besoin de nouveaux soutiens pour renforcer leurs réponses à cette crise en matière d'emploi et de protection sociale.

Chaque année, quelque 45 millions de jeunes hommes et femmes arrivent sur le marché mondial de l'emploi, créant une pression supplémentaire sur des marchés déjà affectés par de très nombreux chômeurs, des personnes découragées de chercher un emploi et d'autres contraintes de travailler à temps partiel.

Gisele Bündchen, mannequin, nommée ambassadrice du PNUE



21 septembre - Gisele Bündchen, célèbre mannequin brésilien, a été choisie comme ambassadrice des Nations Unies pour l'environnement.

Gisele Bündchen a été nommée lors d'une cérémonie à Washington Square, à New York, selon un communiqué du Programme des Nations Unies pour l'environnement ([PNUE](#)).

Sa mission sera d'inspirer l'action sur l'environnement.

« L'environnement a toujours été ma passion. J'ai grandi dans une petite ville dans le sud du Brésil et j'ai eu l'occasion de vivre entourée par la nature. Je n'aurais pas pu avoir une meilleure enfance. Il faut agir afin que les générations futures aient la même opportunité. La Terre est notre système de survie le plus fondamental et en nous montrant responsable dès maintenant et en prenant conscience des problèmes, nous pouvons contribuer à préserver la planète », a déclaré Gisele Bündchen.

Le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, s'est félicité de sa participation à cet effort. « Gisele fait partie des quelques personnes de talent et des personnalités qui ont une audience véritablement mondiale. C'est une environnementaliste convaincue et passionnée », a-t-il noté.

Une semaine centrée sur les changements climatiques



21 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a lancé lundi la Semaine du Climat NY°C, la première d'une série de réunions de grande envergure sur les changements climatiques organisées à New York et à l'ONU.

« Nous avons besoin de vos voix, qui doivent être entendues par tous nos leaders et nos négociateurs », a dit le Secrétaire général à l'ouverture d'une initiative de la Ville de New York, à la Bibliothèque publique de New York [New York Public Librarie].

« J'espère qu'elles résonneront jusqu'à la Première avenue [c'est-à-dire au siège de l'ONU] où, demain, j'organise le plus grand sommet sur le changement climatique de l'histoire », a déclaré Ban Ki-moon.

« L'objectif du sommet de demain est de permettre aux leaders de mobiliser l'élan politique qui permettra d'accélérer le rythme des négociations et de renforcer l'ambition des propositions », a expliqué le Secrétaire général.

« Un accord sur le climat ne fera pas que sauvegarder l'environnement. Il permettra aussi d'orienter de façon fondamentale notre monde sur la trajectoire d'une économie plus verte », a-t-il ajouté.

Le sommet marquera la toute première visite au débat général de l'Assemblée générale d'un président de la Chine et la première visite du président américain et du Premier ministre japonais en exercice.

Parmi les chefs d'Etat présents au sommet sur le climat de mardi on compte le président des Etats-Unis Barack Obama, le président de la République des Maldives Mohamed Nasheed, le président de la République populaire de Chine Hu Jintao, le Premier ministre du Japon Yukio Hatoyama, le président du Rwanda Paul Kagame, le Premier ministre de la Suède Fredrik Reinfeldt, le président du Costa Rica Oscar Arias Sanchez et le président de la France Nicolas Sarkozy.

Près de 100 dirigeants mondiaux ont accepté l'invitation du Secrétaire général.

Bien que le sommet ne soit pas une session de négociation en vue de la [Conférence sur les changements climatiques de Copenhague](#) de décembre 2009, il devra permettre de trouver un accord commun pour parvenir à un traité final à Copenhague.

Seront aussi présents au sommet le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC) Rajendra Pachauri et Wangari Maathai prix Nobel reconnue pour son action pour faire planter des milliards d'arbres.

L'ONU compensera les émissions de carbone générées par le Sommet en achetant des crédits d'émission du Mécanisme de développement propre. Les fonds iront à des investissements dans une région semi-aride du district de Kolar, dans l'Etat de Karnataka, en Inde, pour réduire la déforestation et fournir de l'énergie propre pour la cuisson des aliments.